

TD n°2 : Faut-il mener des politiques de « consolidation budgétaire » en période de récession ? (2h)

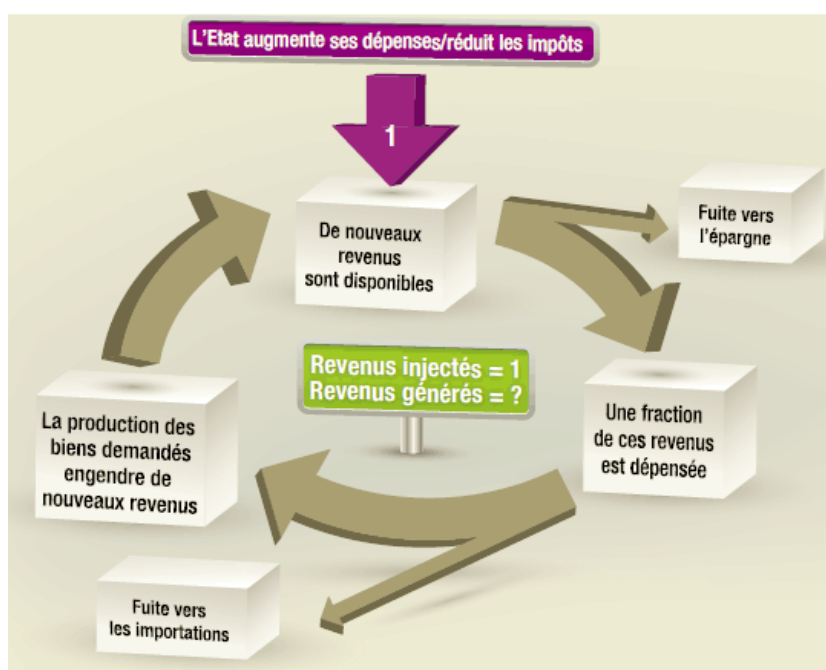
Résumé : La crise économique et financière a remis au goût du jour les politiques budgétaires keynésiennes. Si celles-ci n'ont pas permis d'éviter une récession sévère en 2009, elles ont pu néanmoins stopper l'hémorragie de la dépression. Même si l'incertitude concernant la reprise est grande, l'heure est désormais dans la plupart des pays à la consolidation budgétaire. Plusieurs questions se posent alors. La première est celle de l'efficacité des politiques budgétaires que l'on évalue à partir de la mesure des multiplicateurs. [...] Les politiques de consolidation budgétaire sont-elles adaptées à la situation conjoncturelle actuelle ? La réponse est non car les économies avancées se situent actuellement toutes en bas ce cycle. Dans ce contexte, les multiplicateurs budgétaires sont élevés et les effets récessifs des politiques d'austérité seront forts.

Source : Petit précis de politique budgétaire par tous les temps : Les multiplicateurs budgétaires au cours du cycle, par Jérôme Creel, Éric Heyer, Mathieu Plane, Revue de l'OFCE n°116, janvier 2011 (<http://www.ofce.sciences-po.fr/pdf/revue/2-116.pdf>)

✍ 1 - En quoi consiste la consolidation budgétaire ? (/1)

Document 1

Le multiplicateur budgétaire



Source : Alternatives Economiques Hors-série n° 097 - avril 2013

✍ 2 - Cochez la/les bonne(s) réponse(s) : (-0,5 par erreur ou oubli)

- a) Une politique de relance budgétaire consiste en :
 recettes fiscales dépenses publiques
 recettes fiscales dépenses publiques
- b) L'effet multiplicateur d'une relance budgétaire est d'autant plus élevé que le taux d'épargne est faible fort, et donc que la propension à consommer est faible forte ; et que la consommation de produits importés est faible forte.
- c) Les relances budgétaires ont un effet positif sur la croissance (Δ PIB) lorsque :
 si pour 1 de revenus injectés, on obtient -0,5 de revenus générés
 si pour 1 de revenus injectés, on obtient 0,5 de revenus générés
 si pour 1 de revenus injectés, on obtient 1 de revenus générés
 si pour 1 de revenus injectés, on obtient 1,5 de revenus générés
 si pour 1 de revenus injectés, on obtient 2 de revenus générés

Document 2 : Les valeurs moyennes* des différents instruments du multiplicateur budgétaire

| Si l'Etat consacre 1 en... | Les revenus générés augmentent de... |
|---|--------------------------------------|
| Hausse de l'investissement public | 1,1 |
| Baisse de l'impôt sur les sociétés | 0,3 |
| Baisse de l'impôt sur le revenu | 0,5 |
| Baisse de la TVA | 0,5 |
| Baisse des cotisations sociales (employeurs et/ou salariés) | 0,4 |

D'après Revue de l'OFCE n°116, janvier 2011, page 68 (<http://www.ofce.sciences-po.fr/pdf/revue/2-116.pdf>)

* Ces données sont obtenues en faisant la moyenne de toutes les études économiques cherchant à évaluer les coefficients des multiplicateurs budgétaires (méta-analyse menée par l'OCDE en 2009).

✍ 3 - Faites une phrase précise donnant sens à 1,1. (/1)

✍ 4 - Quel est l'instrument des politiques de relance budgétaire qui produit les effets les plus grands ? Donnez 2 exemples de ce dernier. (/1)

✍ 5 - Quel effet multiplicateur obtiendrait un gouvernement qui mettrait en œuvre les 3 instruments les plus efficaces ? (/1)

Document 3 : Effets des multiplicateurs budgétaires selon l'instrument utilisé à court, moyen et long terme (en % de PIB)

| Estimations de l'OFCE | | 1 an | 5 ans | 10 ans |
|--|-----------------|------|-------|--------|
| Baisse de 1 point de PIB des prélèvements obligatoires (Cotisations sociales, CSG, TVA) | Bas de cycle* | 4,3 | 4,9 | 5,6 |
| | Haut de cycle** | 3,8 | 3,6 | 0,0 |
| Hausse de 1 point de PIB des dépenses publiques (Prestations sociales, Investissement public, Emploi public) | Bas de cycle | 3,6 | 3,4 | 4,1 |
| | Haut de cycle | 3,2 | 1,3 | -1,4 |

D'après Revue de l'OFCE n°116, janvier 2011, page 83 (<http://www.ofce.sciences-po.fr/pdf/revue/2-116.pdf>)

* Bas de cycle = récession

** Haut de cycle = expansion

Nota : C'est seulement à court terme et isolément que l'investissement public est celui qui a le plus grand effet multiplicateur. Mais globalement et à plus long terme, les instruments de baisse des PRO sont plus efficaces.

✂ Lecture : En période de récession une relance budgétaire par diminution d'1 point de PIB des PRO génère 4,3 points de PIB supplémentaires à l'issue de la première année, 4,9 points de PIB (en tout) au bout de 5 ans et 5,6 points de PIB (en tout) au bout de 10 ans. Les effets surviennent donc surtout la première année et s'amenuisent beaucoup avec le temps.

✂ 6 - Donnez 2 exemples de prestations sociales et d'emplois publics (4 ex. en tout). (1)

✂ 7- A court terme en période de récession, mieux vaut-il relancer en baissant les PRO ou en augmentant les dépenses publiques ? A long terme ? Et en période d'expansion ? Justifiez vos réponses. (2)

☞ Donc dans tous les cas, la relance budgétaire est plus efficace via : (-0,5 par erreur ou oubli)

Les baisses de PRO Les hausses de dépenses publiques

✂ 8 - Les politiques de relance budgétaire sont-elles plus efficaces en période de récession ou d'expansion ? Justifiez votre réponse. (1)

✂ 9 - Que signifie les résultats nuls ou négatifs ? (1)

☞ Donc les politiques de relance sont bénéfiques à court terme quelle que soit la conjoncture mais néfastes à long terme en période : (-0,5 par erreur ou oubli) de récession d'expansion.

Document 4 : L'efficacité de la politique budgétaire et la querelle du multiplicateur

L'Etat peut-il influencer le niveau d'activité en faisant varier les dépenses et les recettes publiques ? C'est l'enjeu du débat sur l'ampleur du multiplicateur budgétaire. Le principe de base du multiplicateur est qu'une dépense publique supplémentaire (ou une baisse d'impôt) provoque un surcroît de revenu, lequel est au moins partiellement dépensé, ce qui suscite une production supplémentaire et de nouveaux revenus. Par effets d'entraînement successifs, l'accroissement du revenu national engendré peut être plus important que la dépense initiale. On dit alors que le multiplicateur a une valeur supérieure à un. Mais le mécanisme peut fonctionner aussi en sens inverse. Une baisse de la dépense des administrations publiques - ou une augmentation d'impôt - ponctionne les revenus et freine l'activité.

A la suite de la Grande Dépression et des travaux de Keynes, et dans les décennies d'après-guerre, la politique budgétaire était considérée comme l'instrument majeur au service de la croissance [...]. La politique budgétaire a cependant été remise au second plan à partir des années 1980, du moins en Europe. Son efficacité est considérée comme limitée par un ensemble de contraintes. Certaines sont liées à ses effets secondaires, qui annulent en partie ses bénéfices : fuite par les importations dans des économies de plus en plus ouvertes, hausse du taux d'intérêt dès lors que le déficit public est financé sur les marchés... ; d'autres tiennent aux délais de mise en œuvre de ces politiques, dont les effets se font dès lors souvent sentir à contretemps. D'autres encore, plus théoriques, relèvent de ce que les économistes appellent "l'équivalence ricardienne" : anticipant des hausses d'impôts futures, les agents réagiraient à un creusement du déficit par une augmentation de leur épargne [...]

Mais la dégradation de la conjoncture dans la zone euro a invalidé cette vision. Toutes les conditions sont au contraire réunies pour maximiser l'impact récessif des politiques budgétaires : la demande privée est extrêmement déprimée ; les taux d'intérêt, déjà proches de zéro, ne peuvent baisser davantage ; et l'austérité est pour ainsi dire "coordonnée". Comme l'explique l'OFCE, "à l'effet restrictif national de l'ajustement s'ajoute celui des partenaires qui passe par le canal du commerce extérieur. La restriction budgétaire d'un pays se transmet ainsi aux autres pays".

Le Fonds monétaire international (FMI) le reconnaît explicitement : "Les multiplicateurs utilisés dans les prévisions de croissance ont été systématiquement trop bas depuis le début de la grande récession." Habituellement fixés à 0,5, ils seraient plutôt de l'ordre de 0,9 à 1,7. L'impact restrictif des politiques d'austérité menées dans la zone euro est donc bien plus important que prévu.

Source : Alternatives Economiques Hors-série n° 097 - avril 2013 (http://www.alternatives-economiques.fr/l-efficacite-de-la-politique-budget_fr_art_1211_63578.html)

✂ 10 - Comment le multiplicateur peut-il jouer à l'envers ? Faites un schéma d'implication pour répondre. (2)

✂ 11 - Quelles sont les contraintes qui pèsent sur l'efficacité de la relance budgétaire ? (2)

✂ 12 - Pourquoi la coordination des politiques budgétaires, qu'elles soient de relance ou de rigueur, amplifie les effets ? (2)

✂ 13 - Si le multiplicateur est de 0,5, est-il efficace de mener une politique de consolidation budgétaire pour lutter contre le déficit public ? Justifiez votre réponse. (1)

✂ 14 - Quel effet a une politique de consolidation budgétaire si le multiplicateur est supérieur ou égal à 1 ? Justifiez votre réponse. (1)

✍ 15 – Quel enjeu politique y’a-t-il autour de l’estimation économique des multiplicateurs budgétaires (ou dit autrement, pourquoi est-il fâcheux que le FMI se soit trompé dans ses estimations) ? (1/2)

Document 5 : Une revue récente de la littérature sur les multiplicateurs budgétaires : la taille compte !

A l’exception des travaux d’Alesina, un large consensus émerge des derniers travaux théoriques et empiriques existants dans la littérature économique : une politique de consolidation budgétaire est préférable en période de reprise de l’activité et est pernicieuse voire inefficace lorsque l’économie est à l’arrêt ; si celle-ci doit être menée en période de basse conjoncture, une augmentation des impôts serait moins néfaste à l’activité qu’une réduction des dépenses publiques...

Source : Blog de l’OFCE 21, Par Eric Heyer, novembre 2012 (<http://www.ofce.sciences-po.fr/blog/?p=2887>)

✍ 16 – Explicitez la phrase soulignée. (1/2)

Document 6 : Évolution du PIB en France jusqu'en 2012

évolution par rapport à l'année précédente en %

| | |
|------|------|
| 2007 | 2,3 |
| 2008 | -0,1 |
| 2009 | -3,1 |
| 2010 | 1,7 |
| 2011 | 2,0 |
| 2012 | 0,0 |

✍ 17 – Comment expliquez-vous le rebond du PIB en 2010 et 2011 ? La rechute de 2012 ? (1/2)

Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2005.

✍ 1 - Conclusion : Complétez avec les mots suivants (-0,5 par erreur ou oubli)

PIB – frein – relance – expansionniste – recettes – bas – haut - déficit public – simultanément – budgétaire – conjoncture

La question de savoir à quel moment mener une politique _____ est cruciale. Il en va en effet de l’efficacité même de la stratégie de politique économique mise en place, comme on l’a vu plus haut. Menée en _____ de cycle, une politique budgétaire _____, entamée éventuellement pour des raisons électorales, peut être inflationniste et nuire à la compétitivité mais aussi engendrer un fort effet d’éviction et réduire in fine le _____ : tel est le cas d’une politique d’investissement ou d’emploi public. Menées en _____ de cycle, ces deux mêmes politiques deviennent efficaces, engendrant une forte augmentation du PIB. [...] Aussi peut-on être inquiet de voir l’ensemble des gouvernements européens renoncer précocement à la _____ et entamer une période de forte rigueur budgétaire alors que l’économie européenne reste dans une phase basse de _____. La généralisation de la rigueur dans toute l’Europe portera un sérieux _____ à la croissance économique : les multiplicateurs budgétaires sont en effet d’autant plus grands que les politiques budgétaires sont _____ orientées vers l’expansion ou vers la rigueur. Le gain budgétaire attendu par les politiques d’austérité pourrait être en grande partie rogné par le manque à gagner du côté des _____ fiscales avec la moindre croissance. Ces politiques budgétaires, menées sous la contrainte des marchés financiers, pourraient s’avérer contreproductives. S’il est probable qu’elles ne puissent pas réduire rapidement le _____, elles pourraient en revanche avoir pour conséquence le déclenchement de la déflation dans la zone euro. Le problème de la soutenabilité de la dette publique en serait alors renforcé.

Source : op. cit. <http://www.ofce.sciences-po.fr/pdf/revue/2-116.pdf>